

ÉTAT DU VERMONT

LA COUR SUPÉRIEURE

CHAMBRE DE LA FAMILLE

Unité

Affaire N°.

Nom de l'enfant (âgé(e) de moins de 18 ans)	Date de naissance	V.	Défendeur/Défenderesse	Date de naissance
		V.		

Renseignements sur le demandeur(esse) (déposant au nom de l'enfant) :

Nom : _____

Date de naissance : _____

Lien avec l'enfant : _____

Informations sur le défendeur/la défenderesse :

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ État : _____ Code postal : _____

Plainte pour mauvais traitements ou violences au nom de l'enfant

Lien du défendeur/la défenderesse avec l'enfant

- Parent/tuteur
- Membres de la famille (décrire le type de relation) _____
- Personne qui vit ou a vécu dans le même foyer que l'enfant
- L'enfant et le défendeur/la défenderesse se fréquentent ou se sont fréquentés
- Autre (décrire le type de relation) _____

Procédure ou ordonnance du tribunal existante

Existe-t-il une ordonnance ou une procédure judiciaire en cours vous concernant, concernant le défendeur/la défenderesse et/ou le ou les enfants concernés par la présente plainte ?

	Non	Oui		Non	Oui
Divorce/Séparation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dissolution d'une union civile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Protection contre des mauvais traitements ou des violences	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	De nature criminelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Filiation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Tutelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relatif/relative à l'enfance (DCF)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pension alimentaire pour enfant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
État(s) _____			Comté _____		
Avocat(e) du plaignant/de la plaignante _____			Avocat(e) du défendeur/de la défenderesse _____		

Faits

1. Le _____ défendeur/la défenderesse :
(date de l'incident le plus grave)
- A fait subir de mauvais traitements ou des violences à l'enfant susmentionnés (a porté atteinte physiquement à l'enfant ou l'a traité d'une manière qui mettait en danger sa vie, sa santé, son développement ou son bien-être.)
 - Le défendeur/la défenderesse est un parent/tuteur légal de l'enfant susmentionné et a soit (1) infligé une punition physique sous le coup de la colère, soit (2) puni physiquement l'enfant susmentionné d'une manière excessive, déraisonnable ou cruelle.
 - Harcelé l'enfant susmentionné tel que défini dans l'article 5131(6) du code 12 V.S.A.
 - A agressé sexuellement ou abusé sexuellement de l'enfant susmentionné tel que défini dans l'article 5131(5) du code 15 V.S.A.
 - Tenté de causer ou a causé des préjudices physiques à l'enfant susmentionné.
 - Fait craindre à l'enfant susmentionné une atteinte physique grave et imminente.

2. Il existe un risque de nouveaux abus envers l'enfant le ou les autres enfants dans le foyer désignés ci-dessous :

Nom de l'enfant	Date de naissance	Lien avec le demandeur(esse)	Lien avec le défendeur/la
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

3. Le défendeur/ la défenderesse a utilisé, exhibé ou menacé d'utiliser une arme à feu contre le ou les enfants susmentionnés ou contre un membre de la famille.
4. Le défendeur/la défenderesse est incarcéré(e) et a été reconnu(e) coupable de l'un des crimes spécifiés à l'article 1103 (c)(1)(B) du code 15 VSA.
5. Le ou les enfants susmentionnés seront contraints de quitter leur résidence actuelle et seront sans logement, sauf si il est ordonné au défendeur/à la défenderesse de quitter la résidence située au : _____ .
La résidence est la propriété louée au nom du demandeur(esse) qui dépose une requête au nom de l'enfant ou des enfants susmentionnés Le défendeur/la défenderesse Les deux Autre

Demande d'assistance

Le demandeur(esse) demande que plaise à la Cour :

- ordonner au défendeur/à la défenderesse de ne pas maltraiter le ou les enfants susmentionnés et de ne pas porter atteinte à leur droit à la liberté individuelle.
- ordonner au défendeur/à la défenderesse de cesser de harceler ou d'abuser sexuellement l'enfant ou les enfants susmentionnés.
- ordonner au défendeur/à la défenderesse de quitter immédiatement la résidence (identifiée à l'article 5 ci-dessus) et que la possession exclusive soit accordée au demandeur(esse) qui s'occupe de l'enfant ou des enfants susmentionnés.
- d'ordonner au défendeur/à la défenderesse de ne pas posséder ou d'acheter d'armes à feu pendant la durée de l'ordonnance.
- d'ordonner au défendeur/à la défenderesse de remettre immédiatement toutes les armes à feu dont il ou elle est propriétaire, en possession ou sous son contrôle, aux forces de l'ordre.
- ordonner au défendeur/à la défenderesse de s'abstenir de traiter cruellement le ou les animaux de compagnie des parties ou le ou les animaux de compagnie de l'enfant ou des enfants susmentionnés.
- d'accorder la propriété et la garde temporaires des animaux de compagnie appartenant aux parties ou à l'enfant ou aux enfants susmentionnés au demandeur(esse).
- d'ordonner au défendeur/à la défenderesse de rester _____ à distance de l'enfant ou des enfants susmentionnés de quelque manière que ce soit.
- ordonner au défendeur/à la défenderesse de s'abstenir de contacter le ou les enfants mineurs susmentionnés de quelque manière que ce soit.
- d'accorder temporairement au demandeur(esse) l'autorité et les responsabilités parentales de l'enfant ou des enfants mentionnés ci-dessous : (Le ou les enfants du demandeur(esse) et du défendeur/de la défenderesse)

Nom de l'enfant	Date de naissance	Lien avec le demandeur(esse)	Lien avec le défendeur/la
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

Autre : _____

- d'ordonner que les contacts du défendeur/de la défenderesse avec le ou les enfants susmentionnés soient surveillés par : _____ à _____.
- ordonner que les échanges avec l'enfant ou les enfants susmentionnés pour un contact parent-enfant aient lieu à _____ surveillés par _____.
- ordonner au défendeur/à la défenderesse de ne pas prendre de drogues réglementées à moins qu'elles ne lui soient prescrites par un médecin et de ne pas boire d'alcool pendant au moins 8 heures avant un contact prévu ou pendant un contact avec l'enfant ou les enfants susmentionnés et que le demandeur(esse) peut annuler un contact prévu si le défendeur/la défenderesse semble être sous l'influence de substances psychotropes.
- d'ordonner au défendeur/à la défenderesse de ne pas punir physiquement l'enfant ou les enfants susmentionnés de quelque manière que ce soit.
- d'ordonner au défendeur/à la défenderesse de verser une pension alimentaire provisoire pour l'enfant ou les enfants susmentionnés.
- Autre : _____

- Le demandeur(esse) demande en urgence les mêmes mesures d'assistance que celles demandées ci-dessus, dans la mesure où il est possible de les mettre à disposition

Les faits à l'appui de la présente demande de protection figurent dans l'affidavit joint par le plaignant/la plaignante.

Daté du

Signature du demandeur(esse)/ Avocat du demandeur(esse)